

17 QUESTIONS SUR L'AUTOGESTION

L'Internationale, numéro spécial 71-72,
février 1975

1. Pourquoi parle-t-on tant de l'Autogestion ?

Que l'autogestion soit reprise par le PS, la CFDT, une bonne partie de l'extrême gauche, et d'autres encore, voilà qui effraie certains qui voient là une manifestation évidente du clair-obscur réformiste que cette notion entretiendrait. Une telle démonstration ne tient pas, puisqu'elle s'appliquerait aussi bien au terme socialisme ou communisme, qui recouvrent nombre de réalités différentes. Au contraire l'intégration réelle ou superficielle, de l'autogestion dans les programmes des formations ouvrières est la marque du dynamisme profond de cette idée force, notamment dans la masse des travailleurs. Pour certains qui se penchent avec une inquiétude mêlée d'effroi sur ces aspirations « autogestionnaires », il ne s'agirait que de la résurgence de vieilles utopies anarchistes, libertaires ou « syndicalistes-révolutionnaires ». La similitude de dénomination ne doit pas nous tromper : l'aspiration autogestionnaire est fondamentalement nouvelle. Il en existait des prémisses multiples auparavant, dans la Commune de Paris, ou dans la révolution espagnole, par exemple, mais on ne peut en mesurer l'exacte importance qu'aujourd'hui, à la lumière du processus révolutionnaire depuis les années 60. La forme de lutte précise des travailleurs de Lip n'est pas inédite par exemple (on peut retrouver des exemples analogues dans la Commune, en Russie en 1916-18, en Argentine en 1936, etc.) mais ce qui est inédit c'est son importance, son écho : en d'autres termes il s'agit de l'expression d'aspirations généralisées qui n'existaient qu'à l'état embryonnaire dans ces expériences révolutionnaires précédentes. Qu'est ce qui a permis cette éclosion, qui a des effets si puissants et étendus ? Il y a la tradition politique prolétarienne et la première expérience malheureuse de début de construction du socialisme en URSS. Mais il y a surtout le développement très important de la production sociale dans les pays capitalistes avancés et dans les pays dits « socialistes » développés. Une « révolution scientifique et technologique » est actuellement en cours, qui est la fois le produit et la cause d'un développement des forces productives et d'une élévation du niveau culturel d'une intensité jamais atteinte auparavant. Mais cette progression est combinée avec

du Tiers Monde dans la famine et la misère, guerre et conflits armés réguliers avec menaces constante d'extension à des régions entières du globe, voire à un conflit planétaire, dans les pays développés, maintien et même resserrement de contraintes socioculturelles générales, continuation d'un travail humain conçu comme « aliénation », poursuite d'un cycle absurde de consommation créant des besoins que le capitalisme ou les sociétés bureaucratiques n'arrivent pas à satisfaire, etc.

Cette contradiction là, entre développement productif et systèmes politiques et sociaux rétrogrades, fonde ces aspirations révolutionnaires. L'élévation du niveau culturel, la nécessité de régir une économie de plus en plus complexe, décentralisée, « socialisée », se combinent avec l'expérience politique des travailleurs pour les amener à combattre pour qu'ils puissent eux-mêmes diriger leur propre société, contrôler la production, affirmer leur pouvoir collectif sur leur vie sociale. Ceci est rendu possible par les débuts de cette « révolution scientifique et technologique » qui jette les bases d'un contrôle à terme de la production par l'humanité, et qui, dès aujourd'hui, permet un dégagement de plus en plus important de l'homme du travail « productif direct » (sur une machine) par l'automatisation de la production. De telles conditions permettent de plus en plus aux hommes qui interviennent dans ce processus productif de s'appréhender comme « travail collectif », et non plus comme des hommes qui se vendent et qui sont éparpillés et isolés par le machinisme et le système social dans son ensemble. Ce sont ces raisons, fondamentalement nouvelles, qui font naître la revendication à l'autogestion, et sa réalisation pratique à venir. L'auto gestion est en tout l'opposé d'une vieille utopie qui renaît on ne sait trop pourquoi.

2. Quel est le sens de l'autogestion ?

Le socialisme autogestionnaire est un projet révolutionnaire global, il n'est pas un démocratisme (un simple droit à la parole ni un spontanéisme (tout revient aux masses) et encore moins un anarchisme (contre tout Etat, contre tout pouvoir). L'autogestion c'est le prolongement de l'activité révolutionnaire des travailleurs et c'est la généralisation de celle-ci à tous les aspects de la vie sociale. L'autogestion ne met nullement en cause les objectifs classiques de la révolution socialiste: l'abolition de l'Etat et de la propriété privée des moyens de production. Mais elle ne se

contente pas de li miter l'action et la transformation révolutionnaire aux niveaux déterminants tels qu'ils sont institutionnalisés. Dans la mesure où l'autogestion veut aller au-delà de la compartimentation institutionnelle, elle ne se contente pas d'humaniser et de rationaliser les pratiques (capitalistes) existantes. D'autre part tout en reconnaissant, plus que tout autre programme révolutionnaire, la nécessité d'une phase de transition, elle tient à affirmer que la réappropriation des conditions de la lutte des classes par les travailleurs est en même temps un pas vers l'apprentissage de l'autogestion de la production et de la reproduction. La garantie du développement socialiste est dans le pouvoir réel des masses et ce lui-ci n'est profond que lors qu'il correspond à un contrôle puis à une transformation des mécanismes de la reproduction sociale qui sont au premier chef économiques mais aussi politiques, idéologiques, culturels. L'autogestion vise à transformer l'ensemble des pratiques sociales. Elle reconnaît les lieux cruciaux et déterminants de la lutte des classes, mais elle refuse les étapes dans l'extension des lieux de la pratique révolutionnaire. Celle-ci investit simultanément les institutions les idéologies, les comportements qui favorisent le maintien des anciennes conditions de production et de reproduction. L'autogestion tient à réintégrer la pratique politique au sein de toutes les pratiques sociales, non pas que tout est politique mais que dans le processus révolutionnaire tout a un aspect et des effets politiques. Et réciproquement la révolution socialiste est- comme tout passage d'un mode de production à un autre - une révolution sociale. L'abolition de l'Etat, des rapports de production exploitant une classe, des idéologies justifiant l'ordre établi (et donc les groupes sociaux qui en profitent, c'est la fin de la séparation du travailleur et de ses produits et de ses pratiques. C'est la disparition même des travailleurs comme classe opprimée et comme classe tout court aux fonctions particulières et déterminées en dehors d'elle. Seule une autogestion globale des rapports sociaux libère la classe ouvrière de sa détermination uniquement productive. Le socialisme c'est l'abolition du salariat à tous les sens-et tous les déterminismes du terme. Et l'autogestion est la seule façon de réaliser un tel programme.

3. L'autogestion vaut-elle seulement pour les pays développés ?

En fait il n'y a aucune raison pour que les principes du socialisme autogestion-

naire ne s'appliquent qu'à un type de formation sociale. Les démonstrations de V.I. Lénine et C. Trotsky concernant le passage direct au socialisme pour des formations sociales peu développées du point de vue capitaliste ou même pas du tout ont toujours leur actualité. On peut même dire qu'il y a toutes une série de caractéristiques sociales, politiques et culturelles qui imposent en quelque sorte la mise en œuvre du socialisme autogestionnaire dans les formations capitalistes sous développées et dépendantes. L'hétérogénéité du développement capitaliste met en lumière la multiplicité et des spécificités sociales et seule une stratégie capable de les respecter tout en les utilisant est à même de mobiliser les masses pour le socialisme. La diversité des races, des ethnies des religions, des structures locales socio-économiques sont loin d'être des phénomènes marginaux à cause de leur domination et de leur soumission commune au capitalisme et à l'impérialisme. Pourtant, lorsqu'elles existent les formes sociales et les idéologies collectives ou communautaires ne sont pas forcément un instrument de mobilisation et de construction socialiste. Mais d'une part il y a possibilité de subversion des modèles socio-idéologiques dominants par les groupes sociaux dominés. De l'autre il y a un cadre naturel, reconnu à l'exercice de la vie sociale et politique et ce cadre villageois, de quartier, d'identité ethnique peut renvoyer à toutes les dimensions de la pratique sociale. En ce sens la multifonctionnalité de certains rapports qui sont à la fois politiques, économiques, idéologiques permet de penser la transformation sociale comme totale. Une seconde caractéristique impose autant le socialisme autogestionnaire, c'est l'hyperthrophie bureaucratique de ces états. Le relatif bas niveau économique et culturel ainsi que le processus de domination impérialiste (quelle que soit sa forme, coloniale, néo-coloniale) donnent à l'Etat des fonctions primordiales. La bureaucratie d'Etat gère plus les affaires du capitalisme international que ceux du capitalisme national

ou les siens. La délégation populaire qu'elle s'invente lors qu'elle se consolide montre bien que la lutte anti-impérialiste ou anti-néocolonialiste doit être en même temps une lutte pour un socialisme autogestionnaire. Les conditions particulières des contradictions économiques du capitalisme sous-développé dont les forces productives vont du bâton à lourir à l'ordinateur, ainsi que la puissance de l'intervention impérialiste assignent évidemment

des fonctions spécifiques à cette forme d'Etat et la lutte autogestionnaire ne doit pas les sous estimer. Mais comme pour toute lutte révolutionnaire c'est la mobilisation des masses qui est le garant des transformations en cours.

4. L'autogestion peut-elle se passer d'un Etat ?

L'autogestion, dans son fond, réalise la mort de l'Etat en réalisant la société sans classes. Mais, nous l'avons vu, la société qui est issue de la révolution, n'est encore qu'une société préparatoire, de transition, au socialisme parachevé c'est-à-dire international. Cette société n'est pas exempte de contradictions, l'ennemi capitaliste est encore là, la lutte des classes continue, la classe ouvrière doit défendre et approfondir ses conquêtes. Pour toutes ces raisons il lui faut un pouvoir politique. La nature de ce pouvoir découle de sa fonction : faire dépendre le développement de la société de la disparition progressive de toutes discriminations sociale ou culturelle. Ce pouvoir c'est celui de la classe ouvrière, le pouvoir des travailleurs, qui entend disposer des moyens pour orienter la société selon ses intérêts historiques. Le pouvoir des travailleurs n'est pas la somme de pouvoirs locaux dans la commune ou l'entreprise. Il traduit au contraire un renversement dans la domination de classe qui rend possible l'exercice direct du pouvoir à tous les échelons. Voilà pourquoi l'Etat ouvrier rompt avec les mécanismes de la machine d'Etat bourgeoise : séparation des fonctions législative et exécutive, mythe de l'Etat au-dessus des classes, fausse représentativité par le suffrage universel, parlementarisme... Dans sa forme, il est une République des Conseils des travailleurs, assumant à tous les niveaux et dans tous les domaines ; le pouvoir de la classe ouvrière organisée. Cet état, s'il reste un état au sens où il assure la permanence de la domination d'une classe sur une autre, n'est déjà plus un Etat au sens traditionnel du terme. Le fait qu'au niveau des entreprises, des communes des régions et nationalement, les conseils, en tant qu'appareil d'Etat, assurent tous les pouvoirs, en fait un Etat en voie de dépérissement. L'autogestion est précisément, la seule voie, qui fasse en sorte, que le dépérissement de l'Etat, ne soit pas une vague perspective, mais commence à se réaliser, dès le début, de la construction du socialisme.

5. La lutte contre la bureaucratie implique-t-elle l'autogestion ?

Plus d'un demi-siècle de socialisme en

URSS, en Chine, ou à Cuba montre que la déformation bureaucratique des Etats Ouvriers si elle n'est pas inévitable, est un danger permanent, hélas, jusqu'à présent victorieux. Les forces sociales de la révolution sont dépossédées de leur pouvoir au profit d'une caste bureaucratique toute puissante. Dans les pays capitalistes industrialisées, cette image « officielle » du socialisme est un frein important au développement des luttes anticapitalistes. Un nouveau « modèle de socialisme » doit donc être défini. Une réflexion programmatique doit être menée, qui puise son inspiration dans l'expérience révolutionnaire nouvelle acquise par le mouvement ouvrier. Cette expérience, dans les Etats Ouvriers, est déjà très riche : « Printemps de Prague » en Tchécoslovaquie révoltes de Gdansk et de Stettin en Pologne, Conseils ouvriers en Hongrie en 1956, ... la liste est longue des combats que la classe ouvrière a menés contre la bureaucratie.

Du programme même issu de ces luttes s'imposent l'exigence de la démocratie ouvrière et les conditions de sa réalisation : pluralisme des partis se réclamant du socialisme, séparation de ceux-ci d'avec l'Etat, indépendance des syndicats, élections libres, conseils ouvriers élus, droit de grève, abolition de la censure, suppression des privilèges, ... autogestion. Le dépérissement de l'état ne peut être remis « à plus tard » sous peine de voir s'ériger en « représentants permanents » les leaders d'une révolution qui ne peut se faire par en haut. Le droit à l'expérience et à l'erreur des masses se révèle une meilleure garantie pour le socialisme que les directions éclairées soit disant infailibles du prolétariat.

Lutter pour rétablir la démocratie ouvrière donc pour la victoire du socialisme d'autogestion là où la bureaucratie règne, c'est ainsi se donner, également, dès maintenant, les armes pour combattre les déformations bureaucratiques du socialisme que nous voyons, déjà présentes dans les organisations qui s'en réclament. C'est défendre les « oppositions démocratiques », même lorsque celles-ci ne développent pas un programme marxiste-révolutionnaire.

Il ne suffit donc pas pour cela de se proclamer farouche partisan de la démocratie ouvrière : c'est méconnaître les sources objectives des « dangers professionnels du pouvoir », c'est s'en tenir à une analyse où seuls les facteurs subjectifs, les défaillances des directions révolutionnaires sont en cause ; c'est ne pas comprendre que le niveau actuel du développe-

ment des forces productives et l'arriération économique et culturelle, plus ou moins relative mais globale, de notre société contient les germes profonds de la bureaucratisation. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » disait Marx. La stratégie révolutionnaire de notre temps, comme son programme, doivent l'inscrire dans les faits.

6. Quelles leçons tirer de l'expérience yougoslave ?

En Algérie, sous le gouvernement Ben Bella, la Charte d'Alger, puis les « décrets de mars » ont contribué à orienter et à codifier l'expérience révolutionnaire et autogestionnaire issue de la victoire de la lutte de libération nationale, de l'indépendance et de la profonde réorganisation de la production agricole et industrielle. Mais l'autogestion algérienne s'est heurtée trop vite au processus qui a mené - par un coup d'état - Boumédiène au pouvoir, re présentant d'une bourgeoisie d'état en cours de constitution, pour qu'elle puisse illustrer aussi clairement qu'en Yougoslavie les leçons à tirer de ces deux expériences.

Issue également d'une résistance nationale menée par les masses ouvrières et paysannes, marquée étroitement par les conditions historiques dans lesquelles elle s'est en gagée (la rupture avec le Komintern et la bureaucratie stalinienne d'URSS), l'autogestion yougoslave s'est peu à peu développée au détriment de la bureaucratie centralisée, avec ses novations révolutionnaires, comme avec ses contradictions, ses limites, et même ses dangers.

Ceux-ci ne font que refléter les facteurs historiques qui caractérisent la Révolution yougoslave : limites en ressources, en territoire et en hommes, lourds héritages nationaux, faible niveau de développement des forces productrices et bas niveau culturel des masses, isolement politique, bornes du régime bureaucratique de Tito et de la Ligue des Communistes.

• Négliger ces facteurs concrets et contraignants, objectifs et subjectifs, a longtemps permis, et encore maintenant, aux détracteurs de l'autogestion - staliens ou garants d'une « orthodoxie ~ qui se veut » trotskiste ~ - de ne retenir de l'autogestion yougoslave que les contradictions sociales que celle-ci avait fait apparaître ou naître, pour mieux la condamner en bloc.

Cela évitait d'en tirer les leçons positives pour le mouvement ouvrier !

L'autogestion des unités socio-économiques ne peut se réaliser réellement que

si les choix qu'elle suppose sont consciemment effectués à tous les niveaux : c'est un Conseil Central des Conseils Ouvriers, sommet d'une « pyramide » de délégués élus et révocables, qui doit être l'instrument central de la planification socialiste. La répartition de la pénurie, les arbitrages sociaux et politiques ne pourront pourtant être rendus à ce niveau, que si les Conseils Ouvriers sont effectivement l'expression directe des producteurs eux-mêmes. Ainsi seulement pourront s'articuler les nécessités de la décentralisation autogestionnaire et de la centralisation planificatrice, l'indépendance des organes de l'autogestion vis-à-vis des institutions de l'état étant le moyen de la lutte antibureaucratique permanente qui est le prolongement politique indispensable au succès de la démocratie ouvrière. - durant la période de transition du socialisme, qui ne pourra s'achever que lors que les conditions d'extension internationale de la révolution et de développement des forces productives auront été remplies, les lois capitalistes du marché international continueront d'exercer de fortes pressions. Plus d'un demi-siècle de socialisme a maintenant clairement démontré que nier la réalité de ces pressions pour construire le « socialisme du peuple tout entier », voire le « communisme », n'aboutissait qu'à renforcer les tendances inhérentes à la bureaucratisation. Pour éviter cependant que les déformations sociales et que la naissance d'une « bourgeoisie rouge : ~ (selon les termes du mouvement yougoslave étudiant) ne viennent créer les conditions d'une contre-révolution après avoir sapé le fonctionnement de l'autogestion, celle-ci doit s'exercer dans tous les domaines. Ainsi, le système bancaire, ni les secteurs non-directement producteurs de plus-value, ne doivent échapper au contrôle étroit des Conseils Ouvriers et de leur organe central, participant ainsi au travers leurs propres conseils à l'autogestion généralisée de toutes les activités économiques et sociales.

Il n'y a pas de « démocratie économique » qui ne s'accompagne d'une démocratie ouvrière, politique, reposant sur l'organisation de la classe ouvrière dans ses propres partis politiques, en lutte permanente, comme les syndicats, contre les entraves à leur indépendance que l'état, même ouvrier, continue d'exercer, et pour l'approfondissement de l'autogestion.

Ces trois leçons essentielles qui sont autant de critiques nécessaires de l'expérience yougoslave d'autogestion ont été à des degrés divers découvertes par les tra-

vailleurs hongrois, polonais et tchèques, lorsque la révolution anti-bureaucratique dans les « états ouvriers » a connu ses premiers pas historiques.

7. Y-a-t-il une différence entre « démocratie des conseils » et autogestion ?

Quelle différence peut-il y avoir entre la Société Socialiste autogérée et la démocratie des conseils ? En d'autres termes, qu'est ce que l'auto gestion apporte de plus aux idées de Lénine exposées dans « L'Etat et la Révolution », et au programme des bolcheviks qui dès 1923 s'élèvent avec Trotski contre la bureaucratisation de l'Etat des Soviets.

Les mesures qu'ils préconisaient pour lutter contre les déformations bureaucratiques étaient essentiellement de nature politique (comme celles que Marx réclamait après la Commune de Paris) : éligibilité, révocabilité, rotation des cadres, paiement au salaire d'un ouvrier moyen etc. Ces mesures, toutes justes, se révèlent inefficaces si elles ne s'inscrivent pas dans une conception d'ensemble de lutte pour la démocratie politique, économique et sociale ; c'est-à-dire qui conçoit le développement de la démocratie comme intimement lié à la déprolétarianisation économique et culturelle de la classe ouvrière. Ce processus social ne peut être garanti que par l'exercice le plus complet possible du pouvoir par les masses, à commencer dans les lieux de production. Ce n'est que confrontées aux tâches difficiles de gestion des entreprises et de la vie sociale que les masses se libèrent de l'héritage bourgeois.

Les tenants de la démocratie des conseils limitent trop souvent ces conseils à des fonctions politiques et de contrôle. Rassembler les travailleurs, former des lieux de discussions, de confrontations, contrôler les décisions (prises par qui ?) voilà à quoi serviraient les conseils. La tradition bolchevik pèse lourdement dans ce sens. Après 1917, les bolcheviks ont souvent agité en limitant les prérogatives des conseils qui spontanément s'étaient emparés du pouvoir réel.

D'autres camarades qui se réclament de l'autogestion, la définissent eux aussi comme « école politique ». On aboutit ainsi à rendre formel le pouvoir des conseils car qui dit « école » dit « professeur ». De fait, l'autogestion apparaît alors comme un but lointain qu'il s'agit d'atteindre par le dur apprentissage du contrôle. Ce qui revient à remettre le pouvoir de décision aux mains d'organes plus ou moins inamovibles (le pouvoir du parti ?)

qui ne s'en déssaisiraient pas facilement, aussi contrôlés soient-ils. Pour nous l'autogestion ne s'oppose pas au système des conseils ouvriers ; au contraire elle donne un contenu aux tâches de ces conseils, elle leur garantit une souveraineté et une existence non formelles. De plus l'autogestion est une réponse aux nouvelles contradictions du capitalisme qui n'existaient pas en 1917. En particulier, elle permet une prise en compte des problèmes posés par les nouveaux mouvements sociaux (femmes, jeunes, minorités sexuelles). Elle fournit les conditions d'une prise en charge des problèmes de l'oppression, de l'aliénation individuelle et collective. Elle répond à la dimension culturelle de la lutte anticapitaliste, pour l'émancipation de l'humanité.

Seule l'autogestion socialiste permet aux conseils de saisir et d'agir sur ces nouvelles motivations révolutionnaires des masses dans le sens d'une réorganisation totale de la vie, de sa finalité donc des rapports sociaux eux-mêmes.

8. L'autogestion est-elle possible sans que l'appareil d'Etat bourgeois soit détruit ?

L'Autogestion n'est pas une meilleure recette pour le fonctionnement d'un appareil productif. Ce n'est pas une nouvelle technique de gestion. C'est une réorganisation totale des buts et moyens de la vie sociale, que seul le prolétariat peut mener jusqu'au bout. C'est d'ire que toute illusion sur la possibilité d'auto gérer des morceaux de la société est vouée à un échec complet. Il n'y a pas d'auto gestion sectorielle ou locale, possible. Les expériences qui tendraient à créer des îlots, à l'abri des influences de l'environnement capitaliste, dégèneraient immédiatement.

On voit bien comment les coopératives ouvrières ou les mutuelles sont soumises aux exigences de l'organisation capitaliste du travail et de sa finalité. La logique du profit maximum, la concurrence, la domination du marché par le capital financier, industriel et commercial asphyxiaient toute vacuole autogérée ou l'assimileraient.

Toute autre chose sont les luttes qui peuvent aboutir à l'autogestion d'une entreprise pendant un certain temps en dehors même d'une période révolutionnaire. De telles expériences exemplaires ont vu leur message pour l'ensemble de la classe ouvrière mais ne peuvent s'institutionnaliser en dehors d'un rapport de forces évoluant rapidement en faveur des tra-

vailleurs, débouchant sur un affrontement décisif.

Parmi les partisans de l'autogestion subsistent cependant des conceptions peu claires sur la relation autogestion-Etat bourgeois. Les vieilles idées réformistes rechargent ainsi leurs batteries et transforment l'autogestion en technique de grignotage de l'appareil d'Etat.

On retrouve alors les idées du réformisme-révolutionnaire chères aux partisans des « réformes de structures ». Il s'agirait de combiner la mobilisation des masses et l'institutionnalisation de réformes « déséquilibrantes » pour le système capitaliste, ceci menant à une désagrégation des mécanismes bourgeois et la naissance d'une nouvelle logique de développement socialiste.

On comprend pourquoi certains partisans de l'autogestion approuvent le programme commun de la gauche : l'étape « capitaliste d'état » vers le socialisme s'accorde fort bien avec cette stratégie. Dans ce cadre, ils insistent sur les réformes de « pouvoir », de « contrôle » vers une autogestion remise continuellement au lendemain. Or ces réformes de « pouvoir » ne peuvent aboutir en fait qu'à la cogestion, c'est-à-dire à l'acceptation par les travailleurs des contraintes et finalités du capitalisme. Les mesures qui outrepasseraient ce cadre ne peuvent être appliquées que par la mobilisation des masses qui tendent à les élargir, donc à briser rapidement la cogestion. Plus généralement, toute croyance selon laquelle l'autogestion basée sur les conseils de travailleurs peut s'accommoder du pouvoir d'Etat bourgeois est une pure illusion. Ceux qui professent de telles idées réduisent l'auto gestion à la cogestion. Il ne peut y avoir de période (autre que celle de double pouvoir) où la société fonctionnerait selon deux logiques, celle de l'autogestion appuyée sur les conseils ouvriers et celle du capitalisme appuyée sur le pouvoir d'état. L'existence d'une pression des masses en faveur des conseils briserait cet équilibre et aboutirait au double pouvoir, son absence transformerait les conseils en organes formels, chambres d'enregistrements des intérêts capitalistes. L'autogestion socialiste qui doit apparaître à travers une période révolutionnaire ne peut se maintenir et s'épanouir qu'avec la destruction du pouvoir d'Etat bourgeois, clef de voûte des rapports de production capitaliste.

9. L'autogestion peut-elle se réaliser sans bouleversement des institutions

sociales ?

Le socialisme autogestionnaire n'est ni la participation ni la simple démocratie (ou consultation de décision). L'autogestion n'est pas un réformisme : il s'agit d'autogérer l'ensemble des rapports sociaux dans le cadre d'une transformation socialiste. Il ne s'agit pas d'autogérer les institutions existantes. En tant que projet global le socialisme autogestionnaire implique un processus de transformation simultanée de tous les rapports et structures capitalistes (ou précapitalistes lorsqu'elle fonctionne) comme l'Etat, l'Ecole, l'Entreprise, la Famille... Ce socialisme implique la disparition de la délégation des pouvoirs, de la hiérarchie des fonctions (et de leur division institutionnalisée), de la répression idéologique et physique comme mode de fonctionnement normal des rapports sociaux, collectifs ou interindividuels. Il ne s'agit nullement de gérer de l'intérieur des institutions que l'on pourrait considérer comme fonctionnelles c'est-à-dire en un sens neutres et nécessaires en soi à n'importe quel type de société. Il ne s'agit pas non plus de remplacer des institutions par d'autres institutions « meilleures » et qui seraient dites socialistes. Dans la mesure où le socialisme autogestionnaire est à la fois l'apparition et l'apprentissage du contrôle et de la gestion de tous les rapports sociaux par les masses elles-mêmes il signifie une politique systématique de destruction de la délégation et de la subordination, donc d'institutions qui incarnent la spécialisation, l'atomisation et aliénant les masses de leur pouvoir et de leur réalité sociale. Si le socialisme autogestionnaire implique dès le début le dépérissement de l'Etat, la destruction de l'Ecole, la suppression du salariat et de l'entreprise, le mouvement réel des masses tend à supprimer la division complexe des tâches et des fonctions que ce soit dans la vie productive ou dans la vie sociale dans son entier.

Ainsi le socialisme autogestionnaire veut la suppression de tout système scolaire de Toute Ecole. Non seulement il ne se contente pas mais même il s'oppose à la fausse libéralisation ou humanisation de l'Ecole : il ne peut y avoir de fonction de la force de travail et de la pratique sociale indépendamment des lieux même de production et de pratique. Il ne s'agit pas de démocratiser l'Ecole et d'autogérer son fonctionnement. Dans une phase de transition il est certain que la destruction de l'Ecole passe par sa prise en charge par l'ensemble de ses « usagers » : élèves, étudiants, enseignants, parents, praticiens divers. Mais cette phase n'a de sens que si

elle débouche rapidement sur la disparition même de l'institution scolaire, sur sa dissolution transformation dans les pratiques sociales qui définissent son champ d'action.

10. Y a-t-il une stratégie autogestionnaire pour la prise du pouvoir ?

Les véritables partisans de l'autogestion ne croient pas à la voie pacifique au socialisme, ils ne pensent pas que la bourgeoisie se laissera déposséder. Sans utiliser ses forces de répression, son Etat. Alors comment parvenir à détruire cet état, à prendre le pouvoir ? Nous ne sommes pas des stratèges en chambre, nous pensons que les récentes explosions révolutionnaires indiquent les grandes lignes des solutions : rappelons-nous MAI-JUIN 68. Le pays était paralysé par la grève générale des ouvriers, employés, de la jeunesse scolarisée. Des comités d'action se créent dans les quartiers. Dans certaines usines l'occupation est dirigée par un comité de grève, composé de délégués syndicaux ou non, révocables à tous moments, élus par l'assemblée générale ou atelier par atelier. Dans certaines régions, les comités de grève en liaison avec les comités de quartiers, contrôlent les prix, la distribution de l'essence etc. A Nantes, c'est le comité central de grève qui devient la véritable autorité, pas la préfecture. Dans certaines entreprises les travailleurs remettent en route les machines pour aider la grève et la lutte, sous leur propre direction. Ici la grève « passive » devient « active et autogestionnaire ». Contre les provocations des bandes armées du pouvoir ou de la police, des piquets d'autodéfense s'organisent. En Mai 68, tout ceci est resté localisé. L'usage du mouvement organisée par les directions traditionnelles, a eu raison de ces expériences prometteuses. L'absence de perspective politique révolutionnaire a permis l'échange de la grève contre les élections. Mais on comprend comment ces obstacles étant levés, on peut aller vers la prise du pouvoir. Insensiblement une situation de double pouvoir se crée où en « haut » on ne peut plus gouverner et en « bas » se développe un nouveau pouvoir celui des conseils de travailleurs, prenant progressivement en main l'organisation de toute la vie sociale.

La révolution, c'est ce processus où les travailleurs dans la crise révolutionnaire, défendent et étendent ce double pouvoir jusqu'à l'affrontement avec l'appareil d'Etat car un de ces deux pouvoirs était disparaître rapidement. La révolution ce n'est pas le « grand-soir », mais ce processus

extra-parlementaire où les travailleurs construisent leur propre pouvoir de base aidés par les syndicats et partis politiques révolutionnaires. Ces conseils, qui autogèrent la vie sociale sont les bases du nouvel état ouvrier qui naîtra de l'issue victorieuse de l'affrontement avec l'état bourgeois. Car ce n'est que par la nécessité de maintenir et développer cette autogestion répondant à leurs besoins que les travailleurs peuvent comprendre la nécessité de détruire l'état bourgeois qui entrave par tous les moyens cette extension. La formation de milices ouvrières, la jonction avec le contingent répondent à cette nécessité. L'autogestion dans cette période de crise permet aux travailleurs de noyer les forces de répression dans un milieu hostile où les capacités d'initiative locales permises par l'auto gestion sont irremplaçables. On voit bien comment l'autogestion, chemin concret de la radicalisation des masses, permet l'affrontement avec l'état bourgeois dans les meilleures conditions.

11. Y a-t-il une pratique autogestionnaire ?

La pratique autogestionnaire c'est la pratique révolutionnaire qui s'inspire des objectifs sociaux de l'autogestion, dans le contenu de revendications et les formes de luttes. Au sens le plus général, la pratique autogestionnaire uni fie en un tout contenu et forme de la lutte, puisque son

objet est de rendre conscient en quoi la totalité des contraintes et des contradictions du capitalisme est présente partout. Elle a pour but de rendre clair, dans le mouvement même de la lutte, les multiples déterminations qui font que la lutte pour la révolution est globale parce que son projet est global et universel. Ainsi il s'agit de mettre en cause l'organisation de l'exploitation mais aussi la finalité même des institutions et des pratiques sociales. La pratique autogestionnaire ne favorise pas formel le ment l'auto-organisation, c'est ou contraire le contenu des luttes (autodétermination) qui implique leur forme auto-organisée. Ainsi en questionnant, dans les faits, la finalité et le fonctionnement des institutions la pratique autogestionnaire tend à se confondre avec ce que MARX appelait la » critique

pratique « du système capitaliste. Cette « critique-pratique » on en a déjà de multiples exemples dans tous les secteurs sociaux : occupation du bâtiment administratif de la faculté de Nanterre en mars 68 ; les expériences d'autorégulation des cadences comme à Pirelli ; les occupations actives en Mai 68, la Clyde ou Lip ; les

contres-cours dans le mouvement lycéen ; l'ouverture des centres d'avortement par le MLF et le MLAC.

12. Quelle est la différence entre contrôle ouvrier et autogestion ?

Employé d'abord par Lénine, après la Révolution, pour indiquer le mode de participation « des travailleurs à la gestion des entreprises, le contrôle ouvrier est rapidement devenu un mot d'ordre anticapitaliste. Comme mot d'ordre transitoire, il permet de faire le pont entre les revendications immédiates et la nécessité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir et de s'appropriier les moyens de production. Comme son nom l'indique, l'application du contrôle ouvrier se limite à la surveillance et à la vérification de la marche d'une entreprise dont la direction effective reste entre les mains des capitalistes ou des représentants de l'Etat. Ainsi, pour concrétiser ce « contrôle ouvrier » le mouvement ouvrier a mis en avant des revendications telles que « ouverture des livres de comptes », « Contrôle de l'embauche et des licenciements », « abolition du secret commercial », etc... Le contrôle ouvrier était donc entendu comme une sorte « d'école », de banc d'épreuve, un exercice de préparation qui rendra sensible la nécessité de passer à une phase supérieure de l'action au cours de laquelle la question de l'autogestion se trouvera posée. Aujourd'hui le développement des expériences de contrôle ouvrier, montre que ce mot d'ordre concerne plus que la simple surveillance. Dès lors qu'il prend un caractère de masse, le contrôle ouvrier sort très rapidement de ses limites et se transforme en une expression directe du pouvoir des travailleurs. Ainsi le contrôle des cadences, quand il se réalise concrètement par l'autorégulation des cadences par les travailleurs eux-mêmes, est plus qu'un simple « contrôle ». Ainsi la lutte des Lip, que beaucoup ont voulu réduire à un « contrôle » ou à une « autodéfense », dépassait bien évidemment ce cadre, dès que les travailleurs ont remis en marche un secteur de l'entreprise. Il s'agissait bien plus d'un « contrôle » sans être encore une autogestion (qui suppose un pouvoir politique prolétarien). Cet « entre-les-deux », « indéfinissable », situe précisément, en quoi la stratégie autogestionnaire des luttes, intègre mais déplace la revendication du contrôle. Aujourd'hui parler de contrôle ouvrier sans le lier explicitement dans la formulation et dans la pratique à l'Autogestion, revient à corseter l'activité des travailleurs et aboutit au plus plat réformisme.

13. Autogestion des luttes et syndicats

Les toutes dernières grèves ouvrières ont encore une fois permis de voir que les travailleurs tendent, de façon tout à fait instinctive, à se doter de moyens d'actions propres, parallèlement aux organisations syndicales traditionnelles. Cette tendance se manifeste principalement par la volonté des travailleurs de contrôler eux-mêmes leur mouvement, et de décider eux-mêmes des revendications à mettre en avant, de la participation aux discussions des grévistes avec les patrons, du moment de la reprise du travail. Cela peut prendre la forme d'un comité de grève, de lutte ou d'action avec le soutien des organisations syndicales, ou bien sans. Dans tous les cas, les travailleurs ainsi engagés se soumettent aux décisions de l'assemblée générale des grévistes réunie quotidiennement. Ces créations spontanées de comités de grève ne sont ni des « soviets », ni des « conseils », dans la mesure où ils sont une création momentanée. Ils traduisent cependant un souci de démocratie interne, une volonté de dépasser les divisions syndicales, d'imposer, enfin, une représentation directe du collectif engagé dans la lutte, et non de s'en remettre aux interlocuteurs privilégiés. Les organisations syndicales marquent toujours quel que réticences par rapport à ces formes d'action. On a vu la C.G.T. les dénoncer souvent, mais on a constaté également un tournant de la C.F.D.T. à cet égard, lors de son 36e congrès. La méfiance d'E. Maire vis-à-vis des comités de grève peut être mise en parallèle avec celle de la C.G.T. Dans l'un et l'autre cas, la C.G.T. et la C.F.D.T. revendiquent la primauté de l'organisation syndicale : « Sans un syndicat conçu comme l'ensemble des travailleurs organisés, qui soit la mémoire du mouvement ouvrier, qui fasse la synthèse de ses expériences, qui rassemble, fasse s'exprimer, informe impulse, coordonne, propose, il 'y a ni permanence, ni direction des luttes, ni progression du rapport de forces et de la conscience, ni projet politique, commun unificateur des luttes, ni finalement, résultats durables. » (E. Maire, 36e Congrès C.F.D.T.). Sous d'autres formes, la C.G.T. insiste également beaucoup sur son rôle prépondérant, son expérience dans la conduite des luttes, qu'elle oppose à la spontanéité et la révolte des travailleurs, et à l'irresponsabilité des « soi-disant comités de grève », comme l'écrit l'Humanité... Or, nous n'avons pas connaissance de comités de grève, ou d'assemblées générales de grévistes qui se

soient constitués avec comme fonction d'agir CONTRE LES SYNDICATS, mais nous avons vu souvent le contraire. La vérité c'est que les travailleurs veulent agir malgré tout et surmonter les divisions syndicales. Le but des centrales syndicales, les démêlés qui les opposent (l'unité d'action succédant facilement au divorce, sans que les travailleurs interviennent en quoi que ce soit) échappent totalement à ces derniers, et par conséquent, les laissent sans perspective. (...)

La réalisation de l'unité d'action est complexe. Elle ne peut être volontariste ou incantatoire. Elle suppose la reconnaissance qu'il existe des tendances profondes, et des divisions profondes, même entre révolutionnaires et réformistes, mais résultant de facteurs politiques, idéologiques, ou historiques. Il existe aussi des inégalités de combativité suivant les diverses couches de travailleurs ou catégories professionnelles, les industries ou les régions, se reflétant souvent dans des organisations spécifiques.

La démarche des travailleurs, lorsqu'ils accordent la primauté à l'assemblée générale sur le tas, à leur comité de grève élu, c'est précisément de s'opposer à ce que toutes ces diversités et rivalités d'appareils aboutissent à l'impuissance, et à l'inaction. Ces formes d'organisation, d'autogestion des luttes, comme nous disons, représentent le niveau actuel d'expérience du mouvement ouvrier. Elles ont, la plupart du temps, un caractère éphémère (pendant la durée d'une grève), et disparaissent ensuite. Dans cette mesure, elles ne s'opposent pas aux syndicats qui, effectivement, correspondent à un besoin quotidien, permanent de la vie dans les usines. Elles ont aussi un autre avantage, c'est qu'elles permettent la confrontation des idées et des orientations DEVANT TOUS LES TRAVAILLEURS, de tous les syndicats, mais aussi, DE TOUS LES TRAVAILLEURS, des inorganisés qui ne connaissent souvent du syndicat, des partis, et des groupes, que la lecture rapide d'un tract, souvent simplificateur, démagogique, ou elliptique. « L'autogestion des luttes » contribue à l'information des travailleurs, au développement de leur participation, de leur initiative, à l'enrichissement de leur expérience. Elle peut préfigurer ainsi réellement la société autogestionnaire, dans laquelle partis et syndicats ne se dissoudront pas, mais au contraire, trouveront un champ d'activité plus large.

14. L'autogestion implique-t-elle la lutte contre la hiérarchie ?

Les « cadres » étaient 700 mille en 1953; en 1973, plus de deux millions, dont 250 milles ingénieurs seulement; pour leur part, les agents de maîtrise et les techniciens atteignent le million (il est pré vu que leur effectif dépassera les 3 millions dans 20 ans). Tous les efforts sont déployés dans les entreprises pour les associer à la défense du capital. Aussi bien par son statut privilégié que par sa rémunération supérieure, la maîtrise d'encadrement, en général peu qualifiée techniquement (55 % de la maîtrise dans la métallurgie n'a aucun diplôme), est donc dépendante du patron; directement affrontée sur le lieu de production avec les ouvriers, elle constitue la pierre angulaire du « bon fonctionnement de l'entreprise » et de la réalisation du plan de production de l'entreprise capitaliste. Les agents de maîtrise et cadres (la hiérarchie) prennent conscience de ce rôle. Et c'est pourquoi l'organisation syndicale la plus représentative de leurs intérêts - le C.G.C. déploie tous les efforts pour les maintenir organisés sous une forme catégorielle séparée des centrales ouvrières. Malterre (leur dirigeant syndical) dénonce le fait qu'« ils éprouvent les plus grandes difficultés à assurer leurs fonctions et leur autorité est contestée ». Il égratigne l'autogestion au passage, et ne conçoit la « participation » des cadres qu'à travers la « décentralisation de l'autorité et la délégation de pouvoirs », le pouvoir de l'autorité n'étant autre que celui de son maître, le patron. Si l'alliance des ouvriers avec les techniciens, les chercheurs, les savants, en tant qu'éléments complémentaires, de la division du travail est encore assez facilement concevable, il n'en est pas de même pour l'encadrement de la production.

Avant même qu'une pratique autogestionnaire se soit attaquée à l'opposition travail manuel-travail intellectuel, il est indispensable de remettre en cause l'organisation même du travail. Ceci implique que la maîtrise soit entièrement déssaisie de son rôle de « collecteur de plus value ». Dès lors que le collectif autogestionnaire assume le respect de l'exécution du plan de production (objectifs, cadences, etc.) la tâche de ce que l'on appelle la maîtrise devrait se limiter à un rôle d'assistance technique ou administrative, pour autant que ce soit nécessaire, à l'exclusion de toute tâche dite « disciplinaire ». Il va de soi que toute délégation de pouvoir ne peut être que le fait de l'organe d'autogestion, après élection, si nécessaire, des responsables. Dans la phase actuelle, la fonction - et pas forcément la personne - de la maî-

trise d'encadrement ne peut qu'être dénoncée comme élément de la domination patronale. La seule façon d'intimider la maîtrise, de la paralyser, de la neutraliser, c'est la démonstration de la puissance du mouvement organisé de la classe ouvrière; c'est aussi la seule façon d'équilibrer la férule patronale qui s'exerce également sur ces agents d'exécution. C'est dans la définition d'un projet commun associant ouvriers et maîtrise, qu'il deviendra possible de faire échec au patronat. La division entre les différentes catégories professionnelles se fait essentiellement par les rémunérations, la multiplication et la confusion des catégories caractérisent les innombrables barèmes de rémunération, grilles de salaires et classifications, avec des conventions collectives demeurées inadaptées. Cette situation alimente la concurrence entre ouvriers, entre ouvriers et maîtrise, alimente par ailleurs le racisme à l'égard des immigrés, mais aussi des jeunes, et des femmes. Ce qui est indispensable, c'est d'entreprendre un combat qui vise à détruire tous les éléments de division de concurrence, d'abrutissement et de subordination militaire qu'elle impose. (...)

15. Quelles forces sociales réaliseront la révolution pour l'autogestion ?

On connaît la fameuse phrase de Marx sur le danger de l'isolement du prolétariat, qui peut le conduire à son « solo funèbre ». La diversité des composantes de cette classe sociale qui est la classe fondamentale de la révolution socialiste, ainsi que la nécessité impérieuse pour elle de s'allier à d'autres couches et classes exploitées et opprimées ont toujours été des questions essentielles débattues par le mouvement révolutionnaire.

D'une part une certaine hétérogénéité normale du prolétariat, et en même temps la nécessité de s'unir contre le capitaliste, ont amené à la conception du Front Unique des organisations ouvrières qui a notamment été théorisée par l'Internationale Communiste à son 4^e Congrès. D'autre part la bi-polarisation de la société en deux classes fondamentales, prolétariat et bourgeoisie, s'est combinée avec une diversification interne à ces classes. L'introduction de la science comme « force productive directe » secrète de nouvelles couches de « travailleurs intellectuels », qui progressivement s'intègrent au prolétariat. Le travail manuel reste encore celui qui mobilise la majorité des travailleurs mais le travail intellectuel devient de plus en plus important et organise autour de lui une partie grandissante de

ceux qui participent plus ou moins directement ou indirectement à la production. L'unité ouvrière doit donc se réaliser entre ces diverses composantes du prolétariat, en y incluant bien entendu les couches les plus défavorisées, prolétariat immigré, OS, manœuvres, etc. Mais cela ne résout qu'une partie de la question. Une certaine alliance doit d'autre part être obligatoirement réalisée avec d'autres forces sociales extérieures au prolétariat lui-même. Cette alliance est déterminée par la nature du processus révolutionnaire, et les conditions sociales et économiques dans lesquelles le mouvement révolutionnaire et ouvrier doit évoluer.

En Russie, la nature de la révolution était la suivante une révolution « démocratique bourgeoise », c'est-à-dire devant réaliser les tâches qui en Europe occidentale ont été remplies par la bourgeoisie (prédominance du secteur industriel sur le secteur agricole, formation d'une industrie lourde, urbanisation, éducation minimum de la population, etc.), connaissant une « transcroissance » socialiste, c'est-à-dire jetant le plus possible dans le cadre d'un pays les bases du socialisme, et s'appuyant sur la révolution mondiale pour l'extension de ces bases. Réaliser les tâches « démocratiques » impliquaient une certaine alliance avec l'énorme force paysanne. Alliance d'un type particulier puisque résultat conjoncturel d'une conjonction d'intérêts, sous la direction du prolétariat. Aujourd'hui la « révolution scientifique et technique », la quasi-disparition de la paysannerie et l'extinction progressive des classes moyennes « classiques », comme les petits commerçants, doivent nous amener à reconsidérer ce processus. L'éclosion de mouvements comme les mouvements des femmes, des jeunes, ou celui des Noirs aux USA, révèle la modification non seulement des forces sociales incluses dans cette « alliance » anticapitaliste, mais aussi de la nature même de cette alliance, et des relations internes entre ses diverses composantes. D'une part avec la paysannerie, les dirigeants ouvriers russes pouvaient escompter une alliance notamment pour la réforme agricole. Mais lorsqu'il aurait été temps d'aller plus loin, vers une collectivisation socialiste des terres et une concentration de la production agricole, il aurait fallu alors affronter les privilèges et les habitudes de cette paysannerie, toute son idéologie du « lopin de terre » et de

la petite propriété privée. Ceci n'est plus le cas avec le mouvement des femmes et des jeunes. Il y a là conjonction non plus provisoire mais durable de la « nouvelle

alliance » pour la révolution, en ceci qu'elle est fondée non sur un moment du processus révolutionnaire, mais sur son intégralité jusqu'à la libération totale de l'humanité. D'autre part la sensibilité plus grande des aspirations autogestionnaires dans ces mouvements et dans des secteurs périphériques au « prolétariat industriel organisé » crée des relations internes à la « nouvelle alliance » qui ne sont plus de même type. Si ce prolétariat industriel organisé, qui forme en France la base de la CGT, reste déterminant pour la révolution, un certain retard politique et culturel de sa part, dû en partie à sa situation sociale, intervient également. Pour l'instant, comme cela a été le cas en Mai 68, c'est une dialectique constante qui s'instaure entre mouvements « autonomes » (jeunes, femmes...), luttes radicales et autogestionnaires d'une part et le noyau de la classe ouvrière d'autre part, et qui fait progresser le processus révolutionnaire d'ensemble. L'apport politique et programmatique de ces premiers éléments est considérablement plus élevé que celui de la paysannerie russe en 1917. Aussi le « couronnement » de cette « nouvelle alliance », ce qui la stabilisera, c'est le programme révolutionnaire global, synthèse la plus élevée des aspirations de la classe ouvrière et de ces mouvements d'un type nouveau. Or précisément, ce qui permet cette unification au niveau du programme, c'est l'autogestion. C'est donc au niveau le plus élevé, et non sur le plus petit dénominateur commun que peuvent se rencontrer ces forces. La lutte pour l'autogestion rassemble aujourd'hui les mouvements divers, que ce soient ceux des OS et des immigrés, des « cols blancs », des femmes, des jeunes, et en même temps elle ébranle à terme les assises du PCF dans la classe ouvrière. Cette raison d'ordre subjectif vient s'ajouter à d'autres pour faire de l'autogestion le pivot du nouveau programme révolutionnaire, ainsi que le sens même de la pratique et de l'orientation révolutionnaire aujourd'hui.

16. Faut-il un parti pour l'Autogestion ? Lequel ?

L'importance et la force des mouvements spontanés ne sont plus à démontrer. Mais comme l'ont prouvé deux exemples éclatants comme la Commune de Paris et Mai 68, sans organisation révolutionnaire possédant une implantation de masse, ils n'arrivent pas à la victoire. La crise révolutionnaire de 1905 en Russie prouve la même chose. A contrario, sans l'existence de l'aile bolchevik Octobre 17 aurait pu se

terminer comme 1905, ou dans des conditions bien pires. Le Parti révolutionnaire pour l'autogestion est ainsi un moyen pour l'instauration d'une société socialiste autogérée évoluant vers une société sans classe. Il ne peut s'agir d'un but en soi. Il s'agit notamment de palier aux limites des mouvements de masse nécessairement sectoriels : incapacité d'élaboration d'un programme révolutionnaire global, de maintenir une orientation politique permanente équilibrée, d'avoir une vision idéologique et politique d'ensemble, au niveau d'une société mondiale, etc. Ainsi la première fonction du Parti, le sens même de son existence, c'est le Programme révolutionnaire qui doit synthétiser l'analyse de l'époque historique et de sa dynamique, et les aspirations des classes et des couches exploitées et opprimées, en retenant et en enrichissant l'ensemble de la tradition historique du mouvement ouvrier communiste et révolutionnaire. Aujourd'hui l'axe du programme, c'est l'autogestion socialiste. Cela signifie que la fonction et le rôle du Parti sont à revoir dans ce sens, en intégrant notamment l'analyse de cette société comme une société à production complexe et en constante socialisation, avec un niveau culturel général élevé et une forte et longue tradition politique et syndicale du prolétariat. Dans de telles conditions l'organisation politique d'avant-garde doit non pas chercher à « diriger » le mouvement des masses, mais bien plutôt à l'animer, à le mettre en disposition d'exercer tout son rôle historique. Dans les mouvements « autonomes », l'aspiration à contrôler son propre combat est extrêmement forte et exclut toute conception centraliste, paternaliste et autoritaire des relations entre mouvements de masse et avant-garde.

Mais les relations avec les syndicats ouvriers sont également à considérer dans ce même sens, en refusant notamment toute une conception du syndicat comme « courroie de transmission » du Parti, ou de la formation de « fractions » internes aux syndicats autour d'une formation politique et ne correspondant pas à l'expérience même du mouvement des travailleurs. Une telle organisation politique de l'avant-garde doit avoir une activité et un régime interne exemplaires qui traduisent sa stratégie autogestionnaire.

Il ne peut être question encore d'appliquer au sein d'un Parti les traits essentiels du socialisme. C'est-à-dire un parti « autogéré », ou de type fédératif. Aucune formation révolutionnaire ne peut être considérée comme un « château-fort socialiste

« dans le système capitaliste. Démembrer l'organisation révolutionnaire, éviter toute discipline militante, conduit à l'impuissance, et on en revient en définitive à des disciplines multiples de secteurs, de fractions ou de régions, ce qui s'apparente en fait à un mode de structuration social-démocrate sans militantisme ni expérience collectifs. (...) Mais en définitive la qualité d'une organisation politique révolutionnaire se mesure surtout à son Programme et à l'incarnation de celui-ci dans les relations qu'il entretient avec les mouvements de masse et avec les autres formations politiques ouvrières dont il reconnaît l'existence normale puisque la classe ouvrière conserve différents niveaux de conscience et n'est qu'extrêmement rarement, et pour un terme très court, homogène. (...)

17. Comment le construire ?

L'émergence d'une organisation politique de l'avant-garde dépend d'une restructuration générale du mouvement ouvrier. L'idée d'une organisation révolutionnaire croissant à côté d'organisations réformistes majoritaires, ne correspond à aucune réalité historique. Au contraire l'histoire du mouvement ouvrier prouve que c'est en rupture au sein même des grandes organisations que sont nés les partis révolutionnaires. C'est ainsi que se sont formés les partis communistes qui ont acquis une influence de masse. Est-ce à dire qu'il faut attendre cette restructuration et se limiter à une attitude « oppositionnelle » ? C'est tout le contraire, car les nouvelles conditions de la lutte des classes rendent possible l'existence d'une pôle révolutionnaire indiquant dans une pratique autogestionnaire des voies payantes pour la lutte des masses. De telles expériences exemplaires de contrôle ouvrier, de remise en marche par les travailleurs d'une entreprise menacée de disparition etc. peuvent être réalisées. Car de même que les années 60 annonçaient la fin de l'hégémonie stalinienne et réformiste sur la jeunesse, les années 70 annoncent la fin de leur hégémonie sur la classe ouvrière.

Une organisation des partisans révolutionnaires de l'autogestion pourrait donc jouer un rôle pratique et politique fondamental pour la restructuration révolutionnaire du mouvement ouvrier. Plus même, sans une telle organisation ceci sera lent, difficile et confus, voire impossible. Car nous pensons que ce qui alimente principalement la crise des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier et en particulier de la CGT et du PCF est leur incapacité organique à répondre aux besoins

d'autodétermination des masses. Seule une stratégie autogestionnaire, peut répondre à ces exigences à la fois en terme de formes d'organisations (mouvements autonomes, comités de grèves, conseils ouvriers) et de revendications (contre l'organisation capitaliste du travail, la hiérarchie, etc.) De plus, les masses ne se mobiliseront pas pour une société bureaucratique (avec la quelle le PCF n'a pas vraiment rompu). Le projet autogestionnaire peut seul répondre positivement au juste désaveu des expériences bureaucratiques. L'affirmation de cet objectif jointe à une pratique cohérente peut donc développer la crise endémique du mouvement communiste et lui donner une issue positive. C'est à dire libérer de l'influence réformiste et stalinienne des milliers de cadres organisateurs quotidiens de la classe ouvrière sans lesquels aucun parti révolutionnaire ne peut vraiment prétendre à ce nom. Il ne s'agit pas là, d'une question d'hommes, mais d'expériences de masse que ces hommes représentent. La mutation du mouvement ouvrier que nous souhaitons n'est pas sa disparition: c'est son adaptation politique structurelle aux nouvelles échéances historiques; le parti révolutionnaire pour l'autogestion qui naître de cette restructuration n'aura qu'une seule justification: aider les masses à s'auto-organiser pour abattre l'Etat et édifier le socialisme autogestionnaire.

L'Internationale n° 71-72, février 1975

L'AMR s'est donnée dès sa fondation en 1969 une perspective politique particulière, celle de l'autogestion socialiste. Elle bénéficiait des acquits de la Tendance Marxiste Révolutionnaire et donc au travers de la IVe Internationale de la part essentielle de l'expérience pratique et théorique du mouvement révolutionnaire. Mai 68 venait de confirmer avec éclat l'orientation que cette tendance avait élaborée à partir de la dégénérescence des Etats Ouvriers et des nouvelles contradictions développées par le système capitaliste. Il lui fallait expérimenter cette orientation et donc la développer pour contribuer à la formulation d'un nouveau programme.

UN PROGRAMME DE TRANSITION

La IIIe Internationale dans ses premières années a tiré les leçons de la Révolution d'Octobre et mis en avant des mots d'ordre transitoires, reprenant ainsi une notion avancée par Rosa Luxembourg. Léon Trotsky et «l'opposition de gauche» lors de la fondation de la IVe Internationale effectuaient la synthèse d'un siècle d'expérience du mouvement ouvrier dans «L'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale» et affirmaient la nécessité d'un programme de transition: «Il faut aider la masse dans le processus de sa lutte quotidienne, à trouver le pont entre ses revendications actuelles et le programme de la Révolution politique dans les Etats ouvriers (...) de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion: la conquête du pouvoir par le prolétariat».

Il ne faisait donc aucun doute pour l'A.M.R. que le programme révolutionnaire devait être un programme de transition. Mais les «conditions» et la «conscience»

La classe ouvrière se sont profondément transformées depuis 1938. La remise en ordre du système politique et économique capitaliste au travers du fascisme et d'une guerre mondiale a donné un nouvel élan au développement des forces productives, débouchant sur une révolution scientifique et technique. Les explosions des premières phases de la Révolution politique dans les états ouvriers bureaucratifiés font que les positions soviétiques et celles des PC rencontrent le scepticisme d'une partie croissante de la classe ouvrière. Cette réflexion était notamment marquée par la discussion en 1970 dans les rangs de

l'A.M.R. d'une « contribution au programme révolutionnaire » où il était entre autres écrit : Des revendications quotidiennes à la révolution.

« La stratégie révolutionnaire dans le monde actuel doit partir de la nécessaire autonomie de l'organisation des masses. Les travailleurs et les jeunes n'auront confiance dans leur propre force que s'ils sont unis, ils ne s'uniront que s'ils peuvent eux-mêmes déterminer leurs mots d'ordre et de leurs formes d'action. Ils n'avanceront de nouveaux objectifs politiques que si leur action collective leur permet d'en voir la possibilité et la nécessité. Ils n'accompliront la révolution socialiste que si déjà se dessinent les traits de la société nouvelle, que si leur pouvoir paraît possible. Toute tentative des révolutionnaires de se substituer à l'organisation autonome des masses condamne tout développement de la révolution. Actuellement les travailleurs n'ont aucune raison d'abandonner les organisations traditionnelles au profit de nouveaux appareils bureaucratiques.

Ce sont ces assemblées qui doivent désigner leurs participants aux piquets de grève, aux services d'ordre, aux groupes d'autodéfense, aux milices ouvrières. Ce sont ces assemblées qui dans les grèves doivent prendre en mains l'entreprise et décider si le succès de la lutte réclame un maintien total ou partiel de son activité, au profit des travailleurs dans leur ensemble. Ce sont ces assemblées qui expulseront les patrons et prendront le pouvoir dans l'entreprise. Les délégués des assemblées de base unis en conseils du plan local au plan national assureront la coordination du mouvement et sa direction. Aucune crise sociale, qu'elle ait immédiatement une origine économique ou politique, n'aboutira à la prise du pouvoir sans l'instauration préalable des assemblées de base dans les entreprises et les communes et la transformation de leurs conseils de délégués en pouvoir autonome. Le parti révolutionnaire naissant dans cette dynamique, rassemblant l'expérience de la classe ouvrière pourra alors effectivement assurer le rôle de conscience de la classe ouvrière. Mais ce rôle de direction suppose que le parti révolutionnaire ne soit pas une partie distincte de la classe, mais l'un de ses organes. C'est dans le cadre d'une telle stratégie que peut triompher la révolution en se fixant pour objectif l'autogestion socialiste, en s'appuyant sur l'autodétermination des masses, en instituant l'autogestion des services et des entreprises dès la période révolutionnaire ».

DE LA THEORIE A LA PRATIQUE

L'analyse permet de comprendre les tendances fondamentales, elle ne donne pas la clé du langage. Pendant toutes ces années, les marxistes-révolutionnaires se sont efforcés de trouver dans les mouvements plus ou moins spontanés de la classe ouvrière, les revendications, les formes de lutte et d'organisation exprimant le mieux les aspirations du prolétariat au socialisme autogéré. La grève LIP par son extraordinaire retentissement montrait comme nous l'avions envisagé quelques années plus tôt, la nécessité de la grève active comme forme autogestionnaire de double pouvoir. Dans la grève des postes, les mots d'ordre tendant à l'utilisation de l'outil de travail par les postiers commençaient à circuler entre autres grâce aux militants de l'A.M.R. et du PSU : distribution de la presse syndicale et socialiste, versements des mandats de sécurité sociale, des caisses de retraites, des allocations familiales. Dans le personnel hospitalier, l'idée d'une grève administrative, frappant l'assistance publique sans pénaliser les travailleurs malades faisait son chemin. Dans l'armée à partir d'Information pour les Droits des Soldats, la campagne pour les droits démocratiques des appelés et des engagés prenait corps, jusqu'à poser le problème d'un syndicat de soldat.

C'est dans cette pratique comme dans celle antérieure des mouvements de jeunes et de femmes que les marxistes révolutionnaires contribuent à l'élaboration des mots d'ordre transitoires. Mais ces mots d'ordre doivent être conçus comme un ensemble, un « système ». Dans ce système le mot d'ordre gouvernemental joue un rôle essentiel. Le nouveau rapport de force provoqué et révélé par la grève LIP a montré pourquoi. La perspective gouvernementale conditionne le développement des luttes spontanées.

DE L'UNITE AU GOUVERNEMENT

La justification d'un programme de transition est que toute mobilisation générale de la classe ouvrière, même si elle n'a à l'origine que des objectifs limités, permet au prolétariat d'éprouver sa force et l'amène à bousculer les réformistes qui prétendent demeurer dans le cadre capitaliste. Mais pour autant un tel programme n'est pas un chapelet de mots d'ordre que les travailleurs égrèneraient aveuglément. Les luttes partielles, sociales ou politiques de la classe ouvrière ne peuvent s'étendre qu'avec une perspective gouvernementale concrète. L'élargissement des luttes est

toujours conditionné par l'existence d'une alternative politique, l c'est-à-dire l'apparente possibilité de constituer un gouvernement des travailleurs.

Chaque développement de la lutte de classe élargit l'unité des travailleurs, pose avec plus d'insistance la nécessité d'une perspective gouvernementale et en précise la possibilité. Les masses, normalement, veulent porter au gouvernement les partis qui ont leur confiance. Mais la constitution d'un tel gouvernement, lorsqu'il est composé de partis réformistes a des effets contradictoires. L'existence d'un gouvernement des travailleurs peut soulever l'enthousiasme de ceux-ci, sonder leurs rangs, les conduire à exiger la satisfaction immédiate de leurs revendications et donc aboutir à un affrontement entre la classe ouvrière et les capitalistes. Mais il y a aussi bien des exemples en Europe de gouvernements des partis ouvriers réformistes, bénéficiant de l'appui des syndicats, qui ne provoquent aucune mobilisation et se contentent d'apporter leur caution au système capitaliste. (...)

Ainsi les partis réformistes venant au pouvoir sur la base d'une majorité sociologique qu'ils représentent électoralement ne peuvent constituer rien d'autre qu'une variété particulière de gouvernement bourgeois. De tels gouvernements n'engendrent plus un grand enthousiasme dans la classe ouvrière. C'est seulement si l'instauration d'un gouvernement des partis ouvriers s'effectue au travers de l'unité des forces politiques et sociales des travailleurs, que son succès se transforme en victoire de la classe ouvrière et accroît la combativité de celle-ci. Le mot d'ordre gouvernemental a donc un rôle décisif dans la dynamique du système cohérent que constitue un programme de transition. Si l'unité des travailleurs conditionne la constitution d'un gouvernement des travailleurs, à l'inverse la perspective gouvernementale commande la réalisation de l'unité. Le mouvement constant et réciproque de la théorie à la pratique, qui permet entre autres l'élaboration d'un programme de transition, va se poursuivre. Ce débat gagnera vraisemblablement une grande partie de l'extrême-gauche et notamment le P.S.U. Ainsi se poursuivra l'élaboration d'un programme de transition de l'époque du capitalisme des multinationales. L'A.M.R., mieux préparée que d'autres courants se réclamant du marxisme-révolutionnaire, y aura apporté une contribution notable.

Michel Fiant